

Lutte contre la Mohamed ElBaradei crise énergétique mondiale

La planète a besoin d'une organisation mondiale de l'énergie qui compléterait, sans les remplacer, les organismes déjà actifs dans le domaine énergétique.

Les dirigeants de la planète doivent prendre des mesures contre la crise énergétique qui se profile sous nos yeux. Les cours du pétrole flambent et il y a de moins en moins de chances, semble-t-il, pour qu'il s'agisse d'une bulle. Le prix du charbon a doublé. Des pays aussi éloignés l'un de l'autre que l'Afrique du Sud et le Tadjikistan sont affligés par les coupures de courant et il y a eu des émeutes dans plusieurs pays à cause des interruptions dans l'alimentation en électricité. Les pays riches, qui ne sont plus épargnés par les pannes d'électricité, sont préoccupés par la sécurité des approvisionnements en énergie. Dans le monde en développement, 1,6 milliard de personnes — environ un quart de la race humaine — n'ont pas accès à l'électricité.

Je pense que, dans le domaine énergétique, des changements fondamentaux, dont nous n'avons pas encore saisi pleinement la portée, sont en cours. La demande mondiale d'énergie augmente rapidement avec l'accroissement de la population et la croissance spectaculaire que connaissent des pays en développement comme la Chine et l'Inde. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les besoins énergétiques de la planète pourraient, en 2030, être supérieurs de 50% aux besoins actuels. Or, les combustibles fossiles dont dépend encore la planète ne sont pas renouvelables et sont loins d'être respectueux de l'environnement. Il faut maintenant réfléchir sérieusement à la mise en place de solutions de rechange viables. La nécessité d'une action politique coordonnée à propos des questions énergétiques et connexes — changements climatiques et atténuation de la pauvreté, pour n'en citer que deux — n'a jamais été plus aigue. Et pourtant, il n'existe pas d'institution mondiale pour l'énergie, au sein de laquelle les pays de la planète pourraient s'entendre sur des solutions communes aux problèmes potentiellement énormes que nous voyons surgir.

Nous avons une Organisation mondiale de la santé, deux organisations mondiales dans le domaine de l'alimentation, les institutions financières de Bretton

Woods et des organismes s'occupant de tous les sujets, depuis le commerce jusqu'à l'aviation civile et les affaires maritimes. L'énergie, qui est le moteur du développement et de la croissance économique, est une exception flagrante. Alors que, comme l'alimentation et la santé, elle appelle une démarche globale au niveau mondial, elle est en fait traitée de façon morcelée, au



Les besoins énergétiques de la planète pourraient, en 2030, être supérieurs de 50% aux besoins actuels. Or, les combustibles fossiles dont dépend encore la planète ne sont pas renouvelables et sont loins d'être respectueux de l'environnement.

coup par coup. Un certain nombre d'institutions traite de l'énergie, mais aucune n'a un mandat mondial et exhaustif englobant toutes les formes d'énergie. L'OPEP, par exemple, ne compte que 13 membres et s'occupe uniquement du pétrole — du point de vue des producteurs. L'AIE représente les 27 pays de l'OCDE du point de vue des consommateurs. Seuls 51 pays, presque tous d'Eurasie, ont signé le Traité relatif à la Charte de



Même les pessimistes pensent que nous avons encore au moins quelques décennies avant que le pétrole sur lequel repose la prospérité de la planète ne commence à s'épuiser. Mettons ce temps judicieusement à profit pour élaborer des solutions à long terme en vue de répondre aux besoins énergétiques de la planète au profit de toute l'humanité.

l'énergie, qui a trait seulement à des questions comme le commerce, le transit et le règlement des différends.

Le mécanisme de coordination de l'ONU, ONU-Énergie, n'existe que depuis quatre ans à peine. Il compte 20 organismes membres, ce qui témoigne du morcellement des activités de l'ONU en matière énergétique. ONU-Énergie n'a pas de budget ou de pouvoirs et sert de modeste cadre à des échanges de vues et d'informations.

Le monde a-t-il donc réellement besoin d'encre une autre organisation internationale? Franchement, oui. Une organisation mondiale de l'énergie compléterait, sans les remplacer, les organismes déjà actifs dans

le domaine énergétique. Elle permettrait d'examiner dans une perspective intergouvernementale vitale des questions qui ne sauraient être laissées aux seules forces du marché, telles que la mise au point de technologies énergétiques nouvelles, le rôle de l'électronucléaire et des énergies renouvelables et les solutions novatrices pour réduire la pollution et les émissions de gaz à effet de serre. Voici ce que pourrait faire notamment une organisation mondiale de l'énergie :

- ❖ fournir des analyses faisant autorité sur la demande et l'offre mondiales d'énergie et regrouper sous un même toit les principales données énergétiques qui sont actuellement dispersées et incomplètes.
- ❖ accélérer le transfert de technologies énergétiques appropriées aux pays pauvres en leur donnant des conseils objectifs sur une composition optimale de l'approvisionnement énergétique, qui soit sûre, assurée et écologiquement rationnelle.
- ❖ mettre en place un mécanisme mondial pour garantir les approvisionnements énergétiques en cas de crise ou d'urgence. (L'AIE le fait déjà pour ses membres dans le cas du pétrole. L'Agence internationale de l'énergie atomique envisage d'instituer une garantie d'approvisionnement des réacteurs en combustible nucléaire).
- ❖ aider les pays à gérer leurs services énergétiques et même le faire temporairement pour eux après une guerre ou une catastrophe naturelle.
- ❖ coordonner et financer la R-D, tant en amont qu'en aval, en particulier pour les pays pauvres en énergie, dont les besoins sont trop souvent ignorés par la R-D commerciale orientée vers les pays riches.

Les efforts déployés dans les années 1970 en vue de créer une organisation mondiale de l'énergie ont échoué. Le monde a changé radicalement depuis et la nécessité d'une action commune pour trouver des solutions à long terme à la crise énergétique imminente est désormais indéniable. On voit difficilement comment y parvenir sans un organisme multinational spécialisé, s'appuyant éventuellement sur une convention énergétique mondiale, qui soit habilitée à élaborer des politiques et des pratiques au profit aussi bien des pays riches que des pays pauvres, d'une manière équitable et juste. Nous devons agir avant que la crise ne tourne à la catastrophe.

Même les pessimistes pensent que nous avons encore au moins quelques décennies avant que le pétrole sur lequel repose la prospérité de la planète ne commence à s'épuiser. Mettons ce temps judicieusement à profit pour élaborer des solutions à long terme en vue de répondre aux besoins énergétiques de la planète au profit de toute l'humanité. 

M. Mohamed ElBaradei est Directeur général de l'AIEA.